

L'Afrique est-elle bien partie ?

Sylvie Brunel, article paru dans le mensuel « Sciences Humaines » d'avril 2011

Après avoir été présentée comme le continent des faillites, l'Afrique recueille désormais tous les suffrages. La voici promue au rang de futur dragon de la mondialisation. Comme toujours, la réalité doit être nuancée.

Après avoir été vue comme le continent de tous les fléaux (misère, sida, guerres civiles, corruption, etc.), l'Afrique serait-elle enfin en train de décoller ? À l'occasion du cinquantenaire des indépendances, une avalanche d'articles, de dossiers et de livres a paru sur le sujet. Tous annonçaient la bonne nouvelle : l'Afrique va bien. Avec 5 % de croissance économique annuelle en moyenne, elle est entrée depuis le début des années 2000 dans ses trente glorieuses à elle. Des économies désendettées et bien gérées, une classe moyenne en forte croissance, des investissements qui affluent, l'Afrique apparaît désormais comme un continent émergent.

Que faut-il penser de ce retournement spectaculaire ? Est-ce un retour à la case départ après deux décennies de convulsions ? Voyons ce qu'il en est vraiment.

En 1962, tout juste décolonisée, l'Afrique paraît un continent d'avenir : peu peuplée, riche en matières premières, on la dit engagée dans la grande marche pour le développement, surtout comparée à une Asie affamée, surpeuplée et secouée de graves tensions. René Dumont est alors l'un des rares à prophétiser qu'elle est mal partie. Il a vu juste : pion entre les deux blocs pendant la guerre froide, théâtre délocalisé des affrontements entre l'Est et l'Ouest, l'Afrique vit sous le joug de dictateurs féroces qui tirent leur légitimité du soutien extérieur dont ils bénéficient. Faute de contre-pouvoirs, elle néglige son agriculture, rendant sa population vulnérable aux sécheresses (1973-1974 particulièrement), engraisse son secteur public au point de le rendre obèse et impotent, vit largement au-dessus de ses moyens.

Le temps de ajustement structurel

La première sanction tombe lors de la décennie 1980-1990 : la crise de la dette, et l'ingérence économique qu'elle entraîne. Voici « déflatés » les fonctionnaires surnuméraires, fermées les entreprises publiques, ouvertes les frontières. La communauté internationale impose à l'Afrique un ajustement structurel drastique qui l'asphyxie dans une rigueur sans cesse reconduite.

Mais le contexte international change : le début des années 1990 voit disparaître l'Union soviétique. Le modèle occidental règne en maître. Plus besoin de dictateurs amis. Plus besoin d'aide dispendieuse à un continent dont on dit dans l'entourage du président américain qu'« *il pourrait disparaître de la surface de la Terre sans rien changer* ». L'Afrique, combien de divisions ? 2 % des échanges internationaux contre 6 % dix ans avant, 2 % des flux mondiaux de capitaux privés contre près de 30 % en 1976, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Même les exportations agricoles se sont effondrées.

Après l'ingérence économique, voici l'ingérence politique. En juin 1990, François Mitterrand avertit les chefs d'État africains lors du sommet de La Baule : sans démocratie, sans bonne gouvernance, conditionnée à un accord avec le FMI, plus d'aide. Voici l'Afrique projetée brutalement dans l'ère du multipartisme et de la démocratie importée, elle qui n'a connu que la domination coloniale, puis le règne du parti unique. Privés de leurs appuis, les dictateurs tombent les uns après les autres. Une bonne nouvelle ? Non, car l'Afrique entre dans la décennie du chaos. Le chaudron trop longtemps cadencé bouillonne. Les guerres civiles se multiplient pour la conquête du pouvoir. 35 pays en guerre sur 53 en 1992. L'aide publique, devenue inutile, a déserté ? Elle revient en catastrophe sous la forme humanitaire. L'Onu et les ONG s'installent à demeure dans un continent où les famines sont provoquées puis exposées pour drainer les financements internationaux, dans des pays « verts » pourtant, comme le Liberia, la Sierra Leone, le Congo, l'Angola ou le Sud-Soudan. Les bons samaritains affluent, pas toujours aussi désintéressés qu'ils le proclament : marchands, missionnaires et militaires ont, comme au bon vieux temps des colonies, repris possession des terres de désespérance. Les sectes se multiplient. Face à la disparition des services publics, les écoles coraniques ou évangéliques prennent le relais. Malgré le chaos apparent, les affaires continuent pourtant : c'est quand les États ne contrôlent plus leurs territoires que tout devient possible. Maillon faible de la mondialisation, comme l'écrivait l'écrivain zaïrois Bolya (1), l'Afrique paraît un continent

fichu. Dont il faut empêcher, par l'endigement humanitaire et le verrouillage des frontières occidentales, que ses malheurs nous reviennent en boomerang. Des victimes innocentes soignées sur place, oui. Des immigrés ? Pas question, surtout s'ils sont basanés et barbus.

En août 1998, les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar es-Salaam, en Tanzanie, revendiqués par Al-Qaïda, précédent et annoncent ceux du 11 septembre 2001. Les États-Unis prennent conscience que ce continent désormais sans frontières et sans États est devenu le terrain privilégié de la mondialisation illicite, celle des trafics en tous genres, un terreau favorable à la criminalité, mais aussi à tous les mouvements interlopes qui recrutent une jeunesse recrutée de haine antioccidentale parce que privée d'avenir. Il est urgent de reprendre pied sur le continent, d'autant que de nouveaux concurrents ont pris conscience, eux, des très diverses opportunités qu'il offrait.

L'Afrique nouvel enjeu stratégique

La Chine, notamment, investit l'Afrique et investit en Afrique. Elle n'a pas de modèle politique à imposer, elle, mais elle revendique la solidarité des Suds, apporte cet argent qui manque cruellement et une coopération technique généreuse, en échange des richesses dont elle est avide pour financer sa croissance record. Car le continent noir porte bien son nom : ce vieux socle géologique est une éponge à pétrole. 6 % des réserves mondiales, dit-on au début des années 2000, 10 %, puis 12 % aujourd'hui : seuls 8 pays n'ont encore rien donné en termes de prospection ! Un pétrole de bonne qualité, pauvre en soufre, d'autant plus facile à extraire qu'il est souvent *offshore*, directement sur les grandes routes maritimes mondiales. Voici l'Afrique redevenue un enjeu stratégique.

Seulement, les affaires s'accroissent mal du chaos. Il faut des régimes forts et amis. L'Occident met peu à peu en veilleuse ses revendications démocratiques : il n'est plus seul maître à bord en Afrique, loin s'en faut. De nouveaux partenaires flattent à qui mieux mieux les nouveaux dirigeants africains. Le Brésil nourri par la traite se présente comme la première puissance africaine hors berceau. L'Inde, la Russie, l'Iran, la Malaisie..., tous sont prêts à apporter leur concours. Sans compter l'Afrique du Sud, débarrassée de l'apartheid, dont les banques, les compagnies de téléphonie, les chaînes de grande distribution envahissent leur immense arrière-cour, en même temps qu'elle revendique au nom du continent un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'Onu.

Dès lors, tout change pour l'Afrique. Sécuriser leurs approvisionnements en énergie et en minerais stratégiques pousse la Chine et les États-Unis à s'y affronter commercialement et diplomatiquement pour assurer leurs positions. L'indulgence et la générosité des bailleurs de fonds internationaux mettent à l'œuvre un processus de désendettement exemplaire. Pour celui que beaucoup appellent l'Obama français, Lionel Zinsou, président du fonds d'investissement PAI et de la fondation Zinsou au Bénin, aucun continent n'a mené en si peu de temps une telle œuvre d'assainissement des économies. Les investissements étrangers affluent. « *En 2010, l'Afrique en a reçu autant que la Chine des années 2000, 50 milliards de dollars. S'y ajoutent 50 milliards de dollars d'aide publique, plus 50 milliards envoyés par les migrants. Et la corruption y est bien inférieure à celle que l'on observe dans certains BRIC(2).* » L'Afrique est redevenue priorité mondiale : il faut « lutter contre la pauvreté ». Les fondations privées dépensent des fortunes dans la lutte contre les endémies, permettant à la vaccination et à la prise en charge des malades de progresser considérablement. L'Europe apporte une aide massive, essentiellement humanitaire, sans mener la politique de ses moyens, faute d'unité politique. Elle est seule, désormais, à proclamer vaillamment sa diplomatie des droits de l'homme, quand le reste du monde (y compris, en coulisses, nombre de chefs d'État européens, au nom de la *Real Politik*) s'accroît parfaitement de ce que les Africains nomment la démocratie : une dictature de fait, mais revêtue des habits d'une démocratie tronquée, moyens de communication contrôlés, intimidation des opposants et suffrage universel en forme de plébiscite.

Peu à peu, les restaurations autoritaires s'opèrent sans que la communauté internationale, naguère si exigeante, pipe mot. C'est ce qu'a parfaitement compris un Gbagbo, assis sur la Côte d'Ivoire utile des grandes entreprises et de la richesse de la terre. Le consensus de Pékin – mieux vaut la croissance que la démocratie – a supplanté le défunt consensus de Washington, qui prétendait instaurer une conditionnalité rigoureuse au nom d'une idéologie libérale que les pays du Nord sont les premiers à bafouer lorsque la crise financière frappe à son tour à leurs portes.

Un nouvel eldorado ?

Cette nouvelle indulgence, à rebours de la tendance antérieure, se justifie par les nouvelles grandes peurs d'une « planète » désormais placée sous le signe du développement durable : face à la peur de manquer de ressources fossiles

face à l'érosion de la biodiversité, face à la nécessité de lutter contre le changement climatique, l'Afrique fait figure d'eldorado. En sus de la rente des matières premières et des ressources fossiles, elle dispose d'une rente bleue, celle de l'hydroélectricité, dont le potentiel n'est pas mis en valeur. D'une rente jaune, ce soleil tropical dont un consortium international veut capter l'énergie en construisant un gigantesque parc photovoltaïque au Sahara. Mais aussi de la rente verte : d'immenses terres cultivables sous-exploitées. Alors que les émeutes de la faim secouent les pays structurellement dépendants de leurs importations alimentaires, le monde réalise que moins de 10 % des terres utilisables en Afrique sont mises en valeur, que 60 % des réserves de terres se trouvent dans ce continent ! Et les rendements sont tellement faibles (moins d'une tonne de céréales à l'hectare contre dix pour la France) que les potentialités de production semblent considérables. C'est ce qui explique ce que les médias appellent « la ruée » sur les terres agricoles africaines, les États mal lotis sur le plan naturel, comme l'Arabie saoudite ou la Chine, délocalisant désormais leur sécurité alimentaire vers des pays immenses et peu mis en valeur, tels Madagascar et le Soudan. Âprement critiquée à l'extérieur par le risque de dépossession des populations autochtones et d'agriculture minière qu'elle fait courir aux pays concernés, cette ruée est pourtant perçue comme une opportunité par les pouvoirs politiques africains, confrontés à la pauvreté et au manque de moyens en milieu rural. « *Il n'y a pas accaparement des terres, mais investissement* », résume en décembre 2010 à Paris Agatham Ag Alassane, ministre de l'Agriculture du Mali, qui vient de passer un accord avec la Libye.

Le discours a résolument changé. La « *rising Africa* » fascine, avec ses taux de croissance à la chinoise. Même la crise économique et financière n'amoindrit que modérément sa santé retrouvée. Le PNB de l'Angola croît de 30 % par an, record mondial, au point de susciter des vagues d'émigration inversées, du Portugal vers l'Angola, et non plus de l'Angola vers le Portugal.

Alors, l'Afrique, *success story* du développement ? À lire la presse et de nombreux livres, on en jurerait. Après avoir résumé le continent à un creuset des malheurs du monde, pauvreté, maladies, guerres, famines, violence, voici l'Afrique qui brille, l'Afrique qui gagne. Même ses caractéristiques physiques sont reconsidérées. Insalubre, hostile, dangereuse ? Pensez-vous ! L'Afrique devient la terre de l'authenticité, celle où le monde fatigué des nantis du Nord peut venir se ressourcer. Longtemps à l'écart de l'industrie mondiale du tourisme, la voici redécouverte : son sous-développement l'a protégée de la transformation accélérée des milieux naturels qui caractérise les pays plus avancés. Elle incarne désormais une sorte d'Éden... qu'il s'agit avant tout de préserver.

Incorrigibles, les Occidentaux continuent de se persuader qu'ils savent mieux que les Africains ce qui est bon pour l'Afrique. Après l'ingérence économique et politique, voici venu le temps de l'ingérence écologique (3). Les réserves de terres africaines ne sont pas seulement agricoles : le bassin forestier du Congo est le deuxième du monde, après celui de l'Amazonie. Depuis la fin du XIXe siècle, l'Afrique a été mise sous cloche par les colonisateurs occidentaux, soucieux de s'assurer des réserves de chasse – en plus d'être raciste, Tintin au Congo se livrait à une véritable hécatombe. Ces réserves se sont progressivement transformées en parcs naturels et aires protégées au fil du XXe siècle. Aujourd'hui, 14 % du continent environ est classé, bien plus encore dans certains pays d'Afrique australe et orientale, au détriment des populations locales, privées de leurs terres de chasse, de cultures ou de transhumance pastorale. Ainsi les Masais du Kenya et de Tanzanie, les Iks de l'Ouganda, dont le sort tragique a été divulgué par l'ethnologue Colin Turnbull (4), les populations enserrées dans le parc du W en Afrique de l'Ouest, ou encore les Sans (*bushmen*) du Kalahari ont-ils perdu leurs terres coutumières au nom de la protection d'une nature dont ils étaient pourtant les gardiens ancestraux. Des géographes tels Estienne Rodary ou Denis Chartier (5) évoquent cette alliance de fait entre les grandes ONG environnementales et les élites politiques et économiques nationales, qui s'exerce au détriment des populations locales. Marie-Claude Smouts (6) parle, elle, d'un immense réseau intégré de la conservation mondiale, source de revenus considérables pour les États qui acceptent de classer une partie de leur territoire, comme pour ceux qui trouvent des revenus dans ce secteur (guides, garde-chasse, rangers, etc.), au détriment de la masse rurale, conduite à l'exode ou à l'appauvrissement si elle ne parvient pas à en tirer profit, par l'écotourisme par exemple. Les mécanismes actuellement à l'étude sur le plan international au nom de la préservation de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique (PSE – paiements pour services environnementaux, Reed – réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation...) risquent d'accentuer cette sanctuarisation du continent au détriment de ses habitants, si ceux qui les mettent en œuvre ne sont pas vigilants quant à la répartition de la manne et aux impacts territoriaux de la protection. À Nairobi, les parcs naturels bloquent l'extension de la ville et conduisent les migrants ruraux à s'entasser dans des quartiers spontanés surdensifiés, avec tous les problèmes d'hygiène, de sécurité, et de transport qu'une telle promiscuité engendre.

L’Afrique reste le continent de la faim

Ce nouvel apartheid entre une faune et une flore portées au pinacle et des populations cantonnées dans des espaces de relégation n’est pas anecdotique : il symbolise les écarts de développement croissants entre les riches et les laissés pour compte de la *rising Africa*. Gommer aujourd’hui tous les dysfonctionnements du continent est aussi mensonger que de l’avoir résumé hier à la désespérance. Car l’Afrique reste un continent riche peuplé de pauvres. Et si une classe moyenne émerge, forte de 300 millions de personnes (autant que celle de l’Inde !), plus de la moitié de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. La FAO (Food and Agriculture Organization) rappelle qu’en pourcentage l’Afrique reste le continent de la faim, avec le tiers de la population en situation de malnutrition chronique. Des millions de ruraux continuent de vivre dans l’insécurité climatique, économique, politique.

Alors bien sûr, l’Afrique progresse, bien sûr elle est sortie de la décennie du chaos. Mais on oublie qu’il est plus facile d’afficher des performances insolentes quand on part de très bas que lorsqu’on occupe le sommet. Parler de rattrapage serait prématuré. Simplement, le monde découvre ce que les Africains savent depuis longtemps : même dans les pires moments, les sociétés africaines se sont toujours caractérisées par une force de résilience exceptionnelle, liée à la mobilité, aux réseaux et à une capacité d’adaptation hors du commun.

Mais, et l’histoire le montre partout, tout processus de croissance économique rapide creuse les inégalités lorsque la redistribution sociale n’est pas au rendez-vous. Le fait que l’État africain soit un État rhizome, qui compense par les réseaux privés le clientélisme et le népotisme, l’injustice des rapports sociaux, ne permet pas d’atténuer le sentiment d’injustice et d’abandon profond de nombreux jeunes, dans l’impossibilité de trouver un emploi rémunérateur dans leur pays, alors qu’ils voient bien que les richesses y affluent. Plus de la moitié de la population africaine a moins de 25 ans ! Cette jeunesse fait que le nombre d’Africains doublera probablement d’ici quarante ans... Avec 2 milliards d’habitants, le continent aura alors retrouvé la place qui était la sienne avant le choc de la traite et de la colonisation : 20 % de la population mondiale (contre 14 % aujourd’hui).

À l’image de l’explosion qui a embrasé le monde arabe, les tensions s’exacerbent en Afrique subsaharienne, attisées par la coupable indulgence des nouveaux partenaires du continent, qui s’accommodent de l’injustice, préférant l’ordre autoritaire au chaos démocratique. Ces tensions opposent riches et pauvres, villes et campagnes, nationaux et allochtones – parce qu’il faut bien des boucs émissaires, comme toujours.

Seules de véritables politiques visant à rééquilibrer les territoires – c’était d’ailleurs en partie la vocation de ces entreprises publiques pléthoriques et peu productives qui ont été démantelées lors de la crise de la dette – et à mieux répartir les fruits de la croissance permettront à la *rising Africa* de ne pas faire mentir sa désormais flatteuse réputation. Mais elles supposent des États représentatifs, donc démocratiquement élus, et soucieux de l’intérêt général, pas des États qui se contentent de respecter les apparences de la légalité pour flatter des bailleurs de fonds que la perspective d’avoir accès à de fabuleux gisements encore largement inexploités frappe de cécité.